

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur

Convention collective de travail du 30 septembre 2015

Neerlegging-Dépôt: 05/10/2015
Regist.-Enregistr.: 18/11/2015
N°: 130078/CO/102.05

Conditions de travail des ouvriers et ouvrières

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Par "ouvriers" sont visés : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. Durée du travail

Art. 2. La durée hebdomadaire du travail a été réduite à 36 heures au 1^{er} janvier 1984 avec péréquation salariale. Les prestations hebdomadaires peuvent toutefois être maintenues à 38 heures par semaine. Dans ce cas, les heures prestées au-delà de 36 heures par semaine sont reprises sous forme de jours de repos compensatoires rémunérés au salaire normal. Les reprises d'heures s'effectuent par tranche de 8 heures cumulées et ce dans les 4 semaines qui suivent celle au cours de laquelle ce cumul de 8 heures est atteint. Dans le cadre de la flexibilité du secteur, le délai de 4 semaines peut être prorogé jusqu'à 6 mois maximum, par convention collective de travail conclue au sein des entreprises en accord avec les organisations syndicales.

CHAPITRE III. Salaires

Art. 3. Les salaires horaires minimums des ouvriers sont fixés comme suit, au 1^{er} janvier 2015, dans un régime de travail de 38 heures par semaine, à l'indice 100,49, pivot de la tranche de stabilisation 99,49 à 101,49.

	EUR
Mancœuvres	12,3828
Spécialisés	12,9743
Qualifiés	13,5649

A partir du 1^{er} janvier 2016, les salaires horaires minimums barémiques et effectifs sont augmentés de 0,7%.

CHAPITRE IV. *Primes d'équipes*

Art. 4. Au 1^{er} janvier 2015, les montants des primes d'équipes (instaurées par la convention collective de travail du 10 décembre 1979 fixant une prime d'équipes) sont les suivants :

- 0,5909 EUR pour l'équipe de l'après-midi;
- 1,660 EUR pour l'équipe de nuit.

Elles s'entendent pour des équipes tournantes ou non et pour autant qu'il y ait trois heures au moins de décalage par rapport à l'horaire normal de jour prévu au règlement de travail, en ce qui concerne l'après-midi. Par "travail de nuit", on entend : tout travail qui commence à partir de 20 heures.

Au 1^{er} janvier 2016, les montants de ces mêmes primes sont augmentés de 0,7%.

CHAPITRE V.

Liaison des salaires et primes à l'indice des prix à la consommation

Art. 5. Les salaires et primes fixés aux articles 3 et 4 sont rattachés à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement, pour le Royaume, par le Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie et publié au Moniteur belge.

Art. 6. Les salaires et primes visés aux articles 3 et 4 correspondent au 1er janvier 2015 à l'indice de référence 100,49, pivot de la tranche de stabilisation 99,49 à 101,49.

Art. 7. Les salaires et primes visés à l'article 5 sont stabilisés par tranches de l'indice de référence, de façon que la limite supérieure ou inférieure de chaque tranche de stabilisation soit égale à l'indice pivot multiplié ou divisé par le coefficient constant 1,01.

Lorsque la troisième décimale de cette opération est égale ou supérieure à cinq, la deuxième décimale de la limite est arrondie à l'unité supérieure.

Lorsqu'elle est inférieure à cinq, elle est négligée.

Art. 8. Lorsque la moyenne arithmétique de l'indice des prix à la consommation des quatre derniers mois dépasse la limite d'une tranche de stabilisation, cette limite devient le pivot d'une nouvelle tranche de stabilisation dont les limites sont calculées comme indiqué à l'article 7.

Art. 9. Le dépassement de la limite d'une tranche de stabilisation entraîne l'adaptation des primes et des derniers salaires horaires minimums. Cette adaptation se fait à la hausse en les multipliant par le coefficient 1,01; elle se fait à la baisse en les divisant par le coefficient 1,01.

Art. 10. Les adaptations de salaires et primes s'appliquent le premier jour du mois qui suit celui dont la moyenne arithmétique de l'indice des prix à la consommation des quatre derniers mois dépasse la limite de la tranche de stabilisation.

Art. 11. Par application des dispositions des articles 6 à 8, le tableau suivant est établi :

Tranches de stabilisation

Limite inférieure	Pivot	Limite supérieure
-	-	-
99,49	100,49	101,49
100,49	101,49	102,50
101,49	102,50	103,52
etc.	etc.	etc.

CHAPITRE VI.
Prime de "Sainte-Barbe"

Art. 12. A l'occasion de la fête de la "Sainte-Barbe", il est octroyé à chaque ouvrier une prime dont le droit et le montant sont déterminés conformément à la législation en vigueur sur les jours fériés légaux.

CHAPITRE VII. *Indemnité complémentaire de chômage*

Art. 13. A titre d'intervention dans la perte de salaire pouvant résulter de la mise en chômage partiel, quel que soit le motif du chômage à l'exception du chômage technique, une indemnité journalière est allouée par les employeurs aux ouvriers des entreprises visées à l'article 1er.

Cette indemnité est payée complémentirement à celle octroyée par l'Office national de l'emploi et justifiée par un formulaire C3 bis régulièrement signé par l'employeur.

Depuis le 1^{er} juin 2013, l'indemnité complémentaire journalière est fixée à :

- 8,24 EUR pour les ouvriers ayant une ou plusieurs personnes à charge du point de vue de la loi fiscale ;
- 7,47 EUR pour les autres ouvriers.

Art. 14. L'indemnité complémentaire est due, au maximum, pendant cent jours par année civile.

Art. 15. L'employeur paie l'indemnité complémentaire le jour de la paie relative à la période de travail dans laquelle se situent les jours de chômage y donnant droit.

CHAPITRE VIII. *Prime de fin d'année*

Art. 16. Une prime de fin d'année est octroyée au plus tard le 20 décembre aux ouvriers en service dans l'entreprise au 15 novembre. Cette prime se chiffre à 9 p.c. des salaires bruts gagnés dans les douze mois précédant le 16 novembre de l'année en cours.

La prime de fin d'année sera due au prorata de la période d'occupation, sauf en cas de licenciement pour motif grave où elle ne sera pas payée.

Elle est due à l'ouvrier admis à la pension ou dans le régime de chômage avec complément d'entreprise dans les douze mois précédents comme aux ayants droit de l'ouvrier décédé pendant la même période et à l'ouvrier licencié pour tout autre motif que le motif grave.

Les jours indemnisés pour incapacité de travail due à la maladie, aux accidents du travail et sur le chemin du travail, par la mutualité ou la compagnie d'assurance, au-delà du salaire hebdomadaire garanti et à concurrence de 300 jours maximum par incapacité, sont assimilés à des jours de travail pour le calcul de la prime de fin d'année.

CHAPITRE IX. *Prime syndicale*

Art. 17. En exécution des dispositions de l'article 10 des statuts du "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique", fixés par la convention collective de travail du 3 avril 2012, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, portant coordination des décisions et des conventions collectives de travail concernant les statuts du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique", enregistrée sous le numéro 109678/CO/102.05, il est octroyé aux ouvriers visés à l'article 9, b et c, des statuts, depuis l'exercice social 2011, une prime de paix sociale d'un montant de 135 EUR, soit 11,25 EUR par mois entier d'occupation.

La prime est payée aux bénéficiaires par le fonds, à l'intervention de l'A.S.B.L. "Fonds social des ouvriers de l'industrie des carrières" à Bruxelles, le 30 septembre de chaque année.

Elle sera payée au plus tard le 31 mars de chaque année.

CHAPITRE X. *Intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et ouvrières*

Art. 18. a) Sans préjudice de l'application de la convention collective de travail n° 19sexies, conclue le 30 mars 2001 au sein du Conseil national du travail, modifiant la convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991, remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975, concernant l'intervention financière des employeurs dans le prix du transport des travailleurs, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 11 février 1993, les ouvriers reçoivent, quel que soit le moyen de transport utilisé, l'équivalent d'au moins 100 p.c. du prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour la distance parcourue par la route entre le domicile et le lieu du travail, ce en concordance au barème figurant en annexe de l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

b) En ce qui concerne les autres moyens de transport, ceux-ci sont également remboursés à concurrence de 100 p.c..

Art. 19. Le remboursement s'effectue au moins mensuellement.

Art. 20. Ces dispositions ne peuvent faire obstacle au maintien de situations plus favorables existant au niveau des entreprises.

CHAPITRE XI. *Sécurité d'emploi*

Art. 21. a) Une convention collective de travail sectorielle de flexibilité sur base annuelle sera conclue afin de répondre aux nécessités du secteur.

b) Le volume de l'emploi sera maintenu dans le secteur durant la durée de la présente convention collective de travail sous la condition expresse de l'approbation des permis d'exploitations des carrières, et fonction de l'évolution économique générale.

CHAPITRE XII. *Congé d'ancienneté*

Art. 22. Un jour de congé est octroyé par an au travailleur ayant acquis une expérience de 10 années accomplies dans le secteur.

CHAPITRE XIII. *Crédit-temps*

Art. 23. Le droit au crédit-temps est accordé aux ouvriers postés.

CHAPITRE XIV. *Maintien et reclassement des accidentés et intégration des personnes handicapées*

Art. 24. Les employeurs marquent leur accord sur le maintien, le reclassement des accidentés et l'intégration des personnes handicapées moyennant concertation avec l'ouvrier concerné, au cas par cas.

CHAPITRE XV. *Convention collective de travail numéro 104*

Art. 25. L'attention des partenaires sociaux est attirée sur les dispositions de la convention collective de travail numéro 104 conclue le 27 juin 2012 au sein du Conseil national du travail, concernant la mise en œuvre d'un plan pour l'emploi des travailleurs âgés dans l'entreprise, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 24 octobre 2012, parue au Moniteur belge du 8 novembre 2012.

CHAPITRE XVI. *Harmonisation statuts ouvriers – employés*

Art. 26. Les parties s'engagent à constituer en 2016 un groupe de travail paritaire dans le but d'évaluer la situation des travailleurs du secteur dans le cadre de l'harmonisation des statuts « ouvrier » et « employé ».

CHAPITRE XVII. *Régime de chômage avec complément d'entreprise*

Art. 27. Le salaire de référence en matière de régime de chômage avec complément d'entreprise est établi en tenant compte de l'éventuelle réduction « bonus à l'emploi ».

CHAPITRE XVIII. *Validité*

Art. 28. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2015 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2016.

Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen

Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 september 2015

Arbeidsvoorwaarden van de werklieden en werksters

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

Onder « werklieden" wordt verstaan : de werklieden en werksters.

HOOFDSTUK II. Arbeidsduur

Artikel 2. De wekelijkse arbeidsduur werd verkort tot 36 uren op 1 januari 1984, een verkorting die gepaard ging met een loonaanpassing. De wekelijkse arbeidsprestaties kunnen evenwel worden gehandhaafd op 38 uren per week. In dat geval worden de gewerkte uren boven 36 uren per week opgenomen in de vorm van tegen het normale loon betaalde compenserende verlofdagen. De uren worden opgenomen per schijf van 8 samengevoegde uren binnen de 4 weken die volgen op de week waarin deze 8 uren worden bereikt. In het raam van de flexibiliteit in de sector kan de termijn van 4 weken worden verlengd tot maximum 6 maanden bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de ondernemingen in overleg met de vakorganisaties.

HOOFDSTUK III. Lonen

Art. 3. De minimumuurlonen van de werklieden worden vastgesteld als volgt op 1 januari 2015, in een arbeidstijdregeling van 38 uren per week, gekoppeld aan het indexcijfer 100,49 spil van de stabilisatieschijf 99,49 tot 101,49.

	EUR
Hulpwerklieden	12,3828
Geoefenden	12,9743
Geschoolden	13,5649

Vanaf 1 januari 2016, worden de baremische als de werkelijke minimum uurlonen met 0,7% verhoogd.

HOOFDSTUK IV. *Ploegenpremies*

Art. 4. Op 1 januari 2015, zijn de bedragen van de ploegenpremies (ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 1979 tot vaststelling van een ploegenpremie) de volgende:

- 0,5909 EUR voor de namiddagploeg;
- 1,660 EUR voor de nachtploeg.

Zij gelden voor al dan niet opeenvolgende ploegen, voor zover er tenminste drie uur verschil is ten opzichte van de normale arbeidstijdregeling voor de dagarbeid, die in het arbeidsreglement is bepaald voor de namiddag. Onder «nachtarbeid» verstaat men alle arbeid die begint vanaf 20 uur.

Op 1 januari 2016 worden de bedragen van dezelfde premies met 0,7% verhoogd.

HOOFDSTUK V.

Koppeling van de lonen en premies aan het indexcijfer van de consumptieprijzen

Artikel 5. De in de artikelen 3 en 4 vastgestelde lonen en premies zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen voor het Rijk, dat maandelijks wordt bepaald door het Federale overheidsdienst Economie, KMO's, Middenstand en Energie en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 6. De in de artikelen 3 en 4 bedoelde lonen en premies stemmen op 1 januari 2015 overeen met het referte-indexcijfer 100,49 dat de spil is van de stabilisatieschijf 99,49 tot 101,49.

Artikel 7. De in artikel 5 bedoelde lonen en premies blijven onveranderd per reeksen van het referte-indexcijfer, zodat de hogere of lagere grens van elke stabilisatieschijf gelijk is aan het spilindexcijfer, vermenigvuldigd met of gedeeld door de constante coëfficiënt 1,01.

Wanneer de derde decimaal van deze berekening gelijk is aan of hoger dan vijf, wordt de tweede decimaal van de grens afgerond naar de hogere eenheid.

Wanneer zij lager is dan vijf, wordt zij niet geteld.

Artikel 8. Wanneer het rekenkundig gemiddelde van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de vorige vier maanden de grens van een stabilisatieschijf overschrijdt, wordt deze grens de spil van een nieuwe stabilisatieschijf, waarvan de grenzen worden berekend zoals wordt aangegeven in artikel 7.

Artikel 9. De overschrijding van de grens van een stabilisatieschijf geeft aanleiding tot de aanpassing van de premies en van de laatste minimumwurlonen. Deze aanpassing geschiedt naar boven toe door ze te vermenigvuldigen met de coëfficiënt 1,01; zij geschiedt naar onder toe door ze te delen door de coëfficiënt 1,01.

Art. 10. De aanpassingen van de lonen en premies gaan in op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het rekenkundig gemiddelde van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de vorige vier maanden de grens van de stabilisatieschijf overschrijdt.

Art. 11 . Bij toepassing van de bepalingen van de artikelen 6 tot 8, wordt de volgende tabel opgesteld:

Stabilisatieschijven

Ondergrens	Spil	Bovengrens
-	-	-
99,49	100,49	101,49
100,49	101,49	102,50
101,49	102,50	103,52
enz.	enz.	enz.

HOOFDSTUK VI.
Premie voor "Sinte-Barbara"

Art. 12. Ter gelegenheid van het feest van «Sinte-Barbara» wordt aan iedere werkman een premie toegekend; het recht op deze premie en het bedrag ervan worden bepaald overeenkomstig de van kracht zijnde wetgeving op de wettelijke feestdagen.

Art. 13. Bij wijze van tegemoetkoming in de loonderving die het gevolg kan zijn van gedeeltelijke werkloosheid wordt, ongeacht de reden van de werkloosheid, met uitzondering van de technische werkloosheid, door de werkgevers aan de werklieden van de in artikel 1 bedoelde ondernemingen een dagelijkse vergoeding toegekend.

Deze vergoeding wordt betaald bovenop de door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening toegekende vergoeding en zij wordt gerechtvaardigd door een formulier C3 bis dat door de werkgever regelmatig wordt ondertekend.

Vanaf 1 juni 2013, wordt de aanvullende dagvergoeding vastgesteld op :

- 8,24 EUR voor de werklieden die een of meerdere personen ten laste hebben vanuit het oogpunt van de fiscale wet;
- 7,47 EUR voor de andere werklieden.

Art. 14. De aanvullende vergoeding is maximaal verschuldigd gedurende honderd dagen per kalenderjaar.

Art. 15. De werkgever betaalt de aanvullende vergoeding op de dag van de loonuitbetaling die betrekking heeft op de arbeidsperiode waarin de werkloosheidsdagen liggen die er recht op geven.

HOOFDSTUK VIII. *Eindejaarspremie*

Art. 16. Een eindejaarspremie wordt uiterlijk op 20 december toegekend aan de werklieden die op 15 november in dienst van de onderneming waren. Deze premie bedraagt 9 % van de brutolonen die werden verdiend in de loop van de twaalf maanden vóór 16 november van het lopende jaar.

De eindejaarspremie is pro rato temporis van de tewerkstellingsperiode verschuldigd, behalve in geval van ontslag om dringende reden: in dat geval wordt de premie niet uitbetaald.

Zij is verschuldigd aan de werkman die pensioengerechtigd of brugpensioengerechtigd is geworden in de loop van de voorafgaande twaalf maanden, alsmede aan de rechthebbenden van de werkman die overleden is in dezelfde periode en aan de werkman die werd ontslagen om enige andere dan dringende redenen.

De dagen die wegens arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte, van arbeidsongevallen en van ongevallen op de weg van en naar het werk door het ziekenfonds of de verzekeringsmaatschappij ten belope van maximum 300 dagen voor elke arbeidsongeschiktheid worden vergoed bovenop het gewaarborgd weekloon, worden gelijkgesteld met werkdagen voor de berekening van de eindejaarspremie.

HOOFDSTUK IX. *Vakbondspremie*

Art. 17. In uitvoering van de bepalingen van artikel 10 van de statuten van het «Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België», vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 2009, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, houdende coördinatie van de beslissingen en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid «Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België» genoemd, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 18 november 2009, in het Belgisch Staatsblad verschenen op 25 november 2010, geregistreerd onder het nummer 102867/CO/102.05, wordt vanaf het sociaal dienstjaar 2011 aan de in artikel 9, b en c, van de statuten bedoelde werklieden een premie voor de arbeidsvrede toegekend ten bedrage van 135 EUR, of 11,25 EUR per volledige maand tewerkstelling.

De premie wordt op 30 september van ieder jaar door het fonds aan de rechthebbenden betaald door toedoen van de V.Z.W. «Sociaal Fonds voor de werklieden van het groefbedrijf» te Brussel, jaarlijks op 30 september.

Zij zal jaarlijks uiterlijk op 31 maart betaald worden.

HOOFDSTUK X.

Tegemoetkoming van de werkgevers in de vervoerskosten van de werklieden en werksters

Art. 18. a) Onverminderd de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19sexies, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 30 maart 2001, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter van 5 maart 1991 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975, betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 februari 1993, ontvangen de werklieden, ongeacht het vervoermiddel dat zij gebruiken, een bedrag gelijk aan minstens 100 % van de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor de afstand afgelegd langs de weg, tussen de woonplaats en de werkplaats, dit overeenkomstig de van toepassing zijnde tabellen die gevoegd zijn bij het koninklijk besluit getroffen in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van een werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden.

b) Voor wat de andere vervoermiddelen betreft: die worden tegen 100 % terugbetaald.

Art. 19. De terugbetaling gebeurt minstens maandelijks.

Art. 20. Deze bepalingen mogen geen beletsel vormen voor het behoud van gunstiger toestanden die op ondernemingsvlak bestaan.

Hoofdstuk XI. *Werkzekerheid*

Art. 21. a) Teneinde te beantwoorden aan de noden van de sector zal een collectieve arbeidsovereenkomst over flexibiliteit op jaarbasis worden afgesloten.

b) Het tewerkstellingsvolume in de sector zal voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst behouden blijven onder de uitdrukkelijke voorwaarde van het toekennen van de exploitatievergunningen van de groeven en afhankelijk van de algemene economische ontwikkelingen.

HOOFDSTUK XII. *Anciënniteitverlof*

Art. 22. Een dag verlof wordt per jaar toegekend aan de werknemer, die een ervaring van 10 jaar in de sector heeft afgerond.

HOOFDSTUK XIII. *Tijdskrediet*

Art. 23. Het recht op tijdskrediet wordt toegekend aan de ploegenarbeiders.

HOOFDSTUK XIV. *Behoud en reclassering van slachtoffers van ongevallen en integratie van gehandicapten*

Art. 24. De werkgevers gaan akkoord met het behoud en de reclassering van slachtoffers van ongevallen en de integratie van gehandicapten mits overleg, geval per geval, met de betrokken werkman.

HOOFDSTUK XV. *Collectieve arbeidsovereenkomst nummer 104*

Art. 25. De aandacht van de sociale partners wordt gevestigd op de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nummer 104 gesloten op 27 juni 2012 in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de uitvoering van een tewerkstellingsplan voor oudere werknemers in de onderneming, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 24 oktober 2012, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 8 november 2012.

HOOFDSTUK XVI. *Harmonisatie statuten arbeiders – bedienden*

Art. 26. De partijen engageren zich ertoe om in 2016 een paritair werkgroep op te richten teneinde de situatie van de werknemers van de sector te schatten in het kader van de harmonisering van de statuten “arbeider” en “bediende”.

HOOFDSTUK XVII. *Stelsel werkloosheid met bedrijfstoeslag*

Art. 27. De referteloon inzake het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag wordt berekend rekening houdend met de eventuele vermindering “werkbonus”.

HOOFDSTUK XVIII. *Geldigheid*

Art. 28. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2015 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2016.